

Franck MARLIN
Député de l'Essonne
Maire d'Étampes

Étampes, le 2 septembre 2014

Monsieur le Premier ministre,

C'est avec une profonde indignation que je vous interpelle en ce premier jour de rentrée scolaire.

Je viens en effet d'être alerté par plusieurs Maires de l'Essonne qui, ayant fait part de leur souhait de ne pas appliquer en l'état la réforme des rythmes scolaires, selon le choix démocratiquement exprimé par leurs habitants, font l'objet d'une enquête opérée par les forces de gendarmerie nationale.

Selon les indications qui m'ont été fournies, cette procédure, menée sur ordre de leur hiérarchie et à la demande de la Préfecture de l'Essonne, vise à constituer un dossier à charge à l'encontre de ces élus pour transmission au Ministère de l'intérieur.

Dans cet objectif, il semble même que ces forces de l'ordre aient bénéficié de moyens techniques spécifiques.

Après les menaces à peine voilées qui leur ont été formulées dans un courrier peu courtois, assimilable à une véritable injonction, les élus locaux concernés sont donc considérés comme des délinquants.

Certains d'entre eux ont même reçu des appels téléphoniques menaçants qui ne laissent planer aucun doute sur les intentions poursuivies.

Nous ne sommes plus loin des heures les plus sombres qu'a connues notre pays durant lesquelles les libertés d'expression et de conscience étaient sévèrement réprimées.

Plusieurs collègues contactés sont révoltés par cette volonté de vouloir faire taire par tous les moyens une légitime contestation contre une réforme que plus de 60 % des Françaises et des Français désapprouvent.

Comment ne pas s'interroger sur cette atteinte à nos libertés fondamentales et au droit des élus à défendre leurs convictions et celles de ceux qui les mandatent au sein d'une Démocratie ?

Comment ne pas être scandalisé par la mise à disposition des représentants de l'autorité républicaine à des fins que je ne saurais qualifier ?

À l'heure où la vraie délinquance explose dans nos villes et plus encore dans nos campagnes, où le laxisme de Madame le garde des Sceaux est dénoncé, **cette « chasse aux élus » est purement inacceptable.**

Elle provoque d'ailleurs un profond malaise au sein des forces de l'ordre qui doivent effectuer une tâche qu'elles réprouvent.

Des liens d'estime et de confiance, fruits d'un travail quotidien et partenarial entre elles et les Maires, sont aujourd'hui mis à l'épreuve par l'accomplissement d'une mission qui n'a aucune raison d'être.

Le gouvernement ne s'y prendrait pas autrement pour instaurer un climat de défiance entre les élus locaux et celles et ceux dont la première des missions est d'assurer, à leurs côtés, la sécurité des personnes et des biens ainsi que l'ordre public.

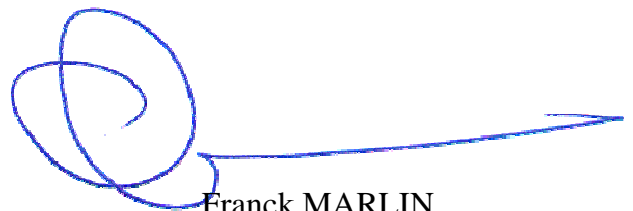
Il faut savoir raison garder, retrouver le chemin de la mesure, et revenir à une attitude plus respectueuse de l'esprit républicain.

Il y a urgence.

Nous ne voulons pas d'un « État Valls », avec des Préfets politiques et une police politique.

N'oubliez jamais que vous avez été un élu du peuple.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Premier ministre, l'expression de ma haute considération.



Franck MARLIN

Monsieur Manuel VALLS
Premier ministre
Hôtel de Matignon
57, rue de Varenne
75700 PARIS